



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
pour l'administration

Direction des territoires,
de l'immobilier et de l'environnement
Sous-direction de l'action immobilière,
de l'environnement et du développement durable
Département du développement durable et de l'environnement
Bureau des installations classées

Paris, le

29 NOV. 2022


N°

1092020064

ARM/SGA/DTIE/SDIE2D/DDE/BIC

Affaire suivie par Axel MONTI
Tél : 09 88 68 65 56
Mail : axel.monti@intradef.gouv.fr
Réf. : 2022-15 déclaration initiale

BORDEREAU D'ENVOI

DÉSIGNATION DES PIÈCES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p>OBJET : Récépissé de déclaration du plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage de la zone portuaire (rubrique 4.1.3.0-3-b de la nomenclature) situées sur le territoire de la commune de Remire-Montjoly (Guyane)</p> <p>Références :</p> <ul style="list-style-type: none">- mémoire de déclaration d'un IOTA en date du 20 mai 2022 ;- avis du CGA/IIC n°22-01256 en date du 24 mai 2022. <p>Pièces jointes :</p> <ul style="list-style-type: none">- récépissé de déclaration initiale ;- arrêté du 23 février 2001 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage. <p>Copies à :</p> <ul style="list-style-type: none">- CGA/IS/PE/IIC ;- DCSID/SD3E/BMRE ;- MARINE/EMM-BALARD/MGM/ALNUC/MDR/PREV/CA ENV ;- EMA/EMA/DIV/SH/PMRE.	1 1	<p>Transmis pour attributions</p> <p>Le sous-directeur de l'action immobilière, de l'environnement et du développement durable</p>  <p>Philippe DRESS</p>

Monsieur le commandant de la base navale de Dégrad-des-Cannes
Base de défense de Guyane - BNDDC
CS 56019
97 306 Cayenne Cedex

Monsieur le préfet de Guyane
Rue Friedmond
BP 7008
97 307 Cayenne Cedex

Récépissé de déclaration du plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage de la zone portuaire (rubrique 4.1.3.0-3-b de la nomenclature) situées sur le territoire de la commune de Remire-Montjoly (Guyane)

Le ministre des Armées,

- Vu le titre I^{er} du livre II du code de l'environnement, relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et marins, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-10 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code civil et notamment son article 640 ;
- Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA), notamment la rubrique 4.1.3.0-3-b ;
- Vu l'arrêté du 23 février 2001 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et rejets y afférant soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.3.0-3-b de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) de Guyane 2016-2021, applicable en attendant l'arrêté d'approbation du SDAGE de Guyane 2022-2027 ;
- Vu le plan de prévention du risque inondation de Cayenne, approuvé le 25 juillet 2001, révisé le 18 août 2011 et modifié le 22 décembre 2015 ;
- Vu l'arrêté du 15 mai 1986 modifié fixant sur tout ou partie du territoire national des mesures de protection des reptiles et amphibiens représentés dans le département de la Guyane ;
- Vu l'arrêté du 15 mai 1986 modifié fixant sur tout ou partie du territoire national des mesures de protection des mammifères représentés dans le département de la Guyane ;
- Vu l'arrêté du 11 juillet 2011 fixant la liste des mammifères marins protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection ;
- Vu l'arrêté du 9 avril 2001 fixant la liste des espèces végétales protégées en région Guyane ;
- Vu l'arrêté du 25 mars 2015 fixant la liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 2021 portant renouvellement de l'autorisation environnementale au titre de l'article L. 214-1 et suivants, L. 411-1 et L. 411-2 et suivants du code de l'environnement concernant le dragage du chenal d'accès au port de Dégrad-des-Cannes ;
- Vu la déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 20 mai 2022 à l'inspection des installations classées relevant du Ministère des Armées, présentée par le commandant de la base navale Dégrad-des-Cannes, relative aux travaux relevant de la rubrique 4.1.3.0-3-b de la nomenclature des IOTA ;
- Vu la confirmation de l'inspection des installations classées relevant du Ministère des Armées attestant de la complétude du dossier de déclaration, effective le 20 mai 2022 ;

délivre récépissé à :

Monsieur le commandant de la base navale de Dégrad-des-Cannes
Base de défense de Guyane
Base navale de Dégrad-des-Cannes
CS 56019
97 306 Cayenne Cedex

de sa déclaration concernant le plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage dans le chenal du Mahury, situé dans la zone portuaire de la base navale Dégrad-des-Cannes, sur le territoire de la commune de Remire-Montjoly.

Les travaux de dragage constitutifs de ces aménagements relèvent de la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée, annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, est la suivante :

Localisation	Rubrique	Intitulé rubrique	Critère	Régime	Arrêté de prescriptions générales
Base de défense de Guyane Zone portuaire Base navale de Dégrad-des-Cannes 97 306 Remire-Montjoly N° G2D : 973 309 501 V	4.1.3.0-3-b	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin : Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m ³ sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m ³ ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m ³	40 000 m ³	D	23/02/01

Le déclarant est informé qu'il peut débiter les travaux.

Les plans de gestion des dragages soumis à déclaration ont une durée maximale de dix ans. Le plan de gestion pluriannuel, objet de la déclaration, prendra fin le 21 juin 2031, en même temps que l'autorisation environnementale à laquelle il est adossé.

Sans préjudice des autres législations en vigueur, le déclarant doit, pour ces installations, ouvrages, travaux et activités, se conformer strictement aux prescriptions générales de l'arrêté qui s'applique à la rubrique mentionnée dans le présent récépissé, ainsi qu'à toute autre mesure qu'il serait reconnu utile de lui imposer pour la sauvegarde des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, ainsi que leurs conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au contenu du dossier de déclaration sous réserve qu'il ne soit pas contraire aux prescriptions générales précitées.

En application des dispositions de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être

portée, avant réalisation, à la connaissance de la direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les inspecteurs des installations classées relevant du Contrôle général des Armées auront libre accès aux travaux, objet de la déclaration, à tout moment, afin de procéder au contrôle du respect des engagements pris dans le dossier de déclaration et des prescriptions applicables.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement et des sanctions pénales prévues à l'article R. 216-12 du même code.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations applicables au projet, en particulier la dérogation pour les espèces protégées.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Conformément aux dispositions des articles L. 214-10 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, la décision peut être déférée au tribunal administratif de Cayenne, sis 7 rue Schoelcher, BP 5030, 97 305 Cayenne Cedex, ou au moyen de l'application www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Elle peut également faire l'objet d'un recours administratif devant le ministre des Armées dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions des articles R. 214-33 et R. 217-6 du code de l'environnement, le présent récépissé, accompagné de l'arrêté fixant les prescriptions générales applicables aux travaux, objets de la déclaration, est adressé à :

- Monsieur le commandant de la base navale de Dégrad-des-Cannes ;
- Monsieur le préfet de Guyane, pour communication au maire de la commune de Remire-Montjoly pour l'exécution des mesures de publicité prévues à l'article R. 214-37 du code de l'environnement.

Une copie du présent récépissé est également adressée à Monsieur le chef de l'inspection des installations classées relevant du Ministère des Armées.

Fait à Paris, le 18 novembre 2022

Pour le ministre des Armées et par délégation,

Le sous-directeur de l'action immobilière,
de l'environnement et du développement durable



Philippe DRESS

